

LE KEMALISME, CINQUANTE ANS APRES

Alexandre JEVAKHOFF

Kemal Atatürk est mort le 10 novembre 1938. Trente ans après, presque jour pour jour, le général De Gaulle effectuait une visite officielle en Turquie. Sur le livre d'or du Mausolée, le président de la République française écrivait : "De toutes les gloires, Atatürk a atteint la plus grande, celle du renouveau national"¹. Arrivé à Dolmabahçe, De Gaulle ajoutait : "Atatürk pouvait mourir puisque la lumière brillait, puisque la flamme brûlait, puisque le pays était en marche"².

De Gaulle n'est pas uniquement le chef d'Etat ou de gouvernement le plus éminent et la plus belle plume qui se soit rendu en Turquie depuis la mort d'Atatürk. Entre le fondateur de la République turque et celui de la Vème République, les *convergences* personnelles et publiques sont nombreuses. Pour ces différentes raisons, l'avis du général De Gaulle sur Atatürk et sur son oeuvre séduit celui qui s'interroge sur le kémalisme, *cinquante* ans après. Et pour le général De Gaulle, l'homme et son oeuvre peuvent être résumés en deux mots, très gaulliens d'ailleurs : le renouveau national et la pérennité.

Cinquante ans après la mort d'Atatürk, le kémalisme est-il toujours identifiable au renouveau national, est-il assuré de sa perennité ? Je vais essayer de répondre à ces questions, en occidental, et pour commencer, une autre question s'impose : qu'était le kémalisme il y a cinquante ans ?

¹ *Le Monde*, respectivement 27-28 et 29 oct. 1968.

² *Ibid.*

LE KEMALISME, IL Y A CINQUANTE ANS

Du vivant d'Atatürk, les "six flèches" figurant dans le programme du C.H.P. (Parti Républicain du Peuple) adopté lors du IVème congrès (mai 1935) puis incorporées dans la Constitution par la loi du 5 février 1937 constituent la présentation la plus complète du kémalisme ; la plus complète et la dernière, car le kémalisme de 1920 n'est ni celui de 1923, ni celui de 1928, ni celui de 1935. De ce fait, si le kémalisme peut être considéré comme une idéologie, en ce qu'il forme un système d'idées, c'est d'abord et avant tout une idéologie dynamique et anti-dogmatique. Reflet du trilogue permanent entre Atatürk, l'action et le temps, cette particularité impose une conséquence fondamentale : par essence, le kémalisme véritable est évolution et pragmatisme. Pour autant, les figures successives que dessine le kémalisme se forment dans un espace limité par ce que De Gaulle aurait pu appeler "une certaine idée de la Turquie".

Si, pour la clarté de l'exposé, on analyse le kémalisme à partir des six flèches, il est évident que trois sous-groupes peuvent être distingués dans ce sextuor.

- Le premier comprend les ingrédients fondamentaux du kémalisme, son épure : le nationalisme, le républicanisme et le laïcisme. Nation, République, laïcité : trois mots, trois valeurs à rapprocher, à accoler même, qui, sous des formes différentes, recouvrent la même volonté. Celle de la rupture avec les passés islamique et impérial, celle du choix d'une civilisation communément qualifiée d'occidentale - notamment par Atatürk - mais qui me semble également mériter le qualificatif de radicale, au sens du Parti Radical de Gambetta et de Clémenceau.

Des centaines de pages savantes ont été écrites sur le nationalisme, le républicanisme et le laïcisme d'Atatürk , je me contenterai donc d'une seule observation.

Comment les Turcs ont-ils accueilli le nationalisme, le républicanisme et le laïcisme ? Contrairement à ce qu'affirme Atatürk dans le *Nutuk* (Discours), l'enthousiasme ne fut pas toujours au rendez-vous. On connaît l'opposition d'une partie de l'élite ankariote à la fondation de la République, on sait également les réserves qu'a suscitées, au sein même de l'Assemblée Nationale, la suppression du khalifat. Quant aux principales réformes laïques, elles ont nécessité l'adoption de mesures répressives de grande ampleur. La signification symbolique donnée par Ankara à l'affaire

Le kémalisme cinquante ans après

de Menemen et la tentative d'y impliquer les *Nakşibendis* montrent clairement les doutes ressentis par le gouvernement républicain au début des années trente. Dans la Sainte-Trinité kémaliste, c'est finalement le nationalisme qui a été le mieux reçu, avec le cas particulier des soulèvements kurdes dont la motivation nationaliste n'est pas la seule ou même la principale. La conclusion qu'imposent ces rappels est assez simple à établir : le noyau dur du kémalisme a constitué un formidable tremblement de terre que seules des circonstances exceptionnelles - la victoire dans la guerre de l'Indépendance, le charisme autocratique d'Atatürk et son volontarisme - ont permis d'introduire avec des chances de survie dans la réalité turque.

Ni le nationalisme, ni le laïcisme, ni même le républicanisme n'ont été inventés par Atatürk. Mais leur réunion et leur imposition en quelques années - moins de dix ans séparent la création de la République de la dernière grande marque du kémalisme, la révolution culturelle - constituent un formidable défi. Dès lors, on comprend mieux pourquoi Atatürk et ses collaborateurs devaient afficher une confiance presque messianique pour mieux celer leurs incertitudes et pour mieux effacer de leur mémoire les souvenirs des années où l'Empire Ottoman, leur pays, avançait inexorablement vers la mort.

-Le deuxième sous-groupe se résume à l'*inkilapçılık*. Certains le traduisent par réformisme, d'autres par révolutionnarisme. Si l'on considère qu'il ne peut y avoir de révolution qu'au sens de Marx ou de Lénine, alors, évidemment, l'*inkilapçılık* signifie réformisme, même si le kémalisme, par ses fondements anti-impérialistes, n'est pas complètement étranger aux préoccupations des géniteurs de la Révolution d'Octobre. Heureusement ou malheureusement, toutes les révolutions ne sont pas marxistes-léninistes et ne se confondent pas avec la modification des "rapports de classes". Qu'il s'agisse des institutions ou des esprits, le kémalisme a introduit une véritable révolution dont les piliers, encore une fois, s'appellent nationalisme, républicanisme et laïcisme. Je crois également que le mot *inkilapçılık* recouvre une autre vérité : celle du progrès, de la modernisation, de la confiance dans l'éducation et la science, en un mot du mouvement. Certes, comme l'écrivait Edouard Herriot, le kémalisme accouple subtilement l'ordre et le progrès³, mais il me semble que le refus du conservatisme et la volonté, inexorable et raisonnable, d'aller de l'avant constituent une des caractéristiques les plus fortes du kémalisme d'Atatürk.

³ Préface de Tekin Alp, *Le Kémalisme*, Paris, 1937.

- Restent enfin le populisme et l'étatisme que je regrouperais volontiers dans le sous-groupe des ambiguïtés.

Le populisme d'abord. Etait-ce, comme l'affirmera Afet Inan⁴, le mot qu'utilisait son père adoptif pour désigner la démocratie ? Ou bien, marchant encore une fois sur les traces des radicaux français, Atatürk confondait-il le populisme avec le refus des classes sociales et, adepte du solidarisme, enjoignait-il à l'Etat de s'intéresser à - et d'agir pour - l'ensemble des citoyens, sans aucune distinction ni privilège ? Deux points me paraissent peu discutables : Atatürk était sincèrement attaché aux principes démocratiques et il refusait l'analyse marxiste des classes sociales. Cela étant affirmé, que dire de plus pour clarifier cet aspect du kémalisme, sinon que, comme tous les populismes, ce mouvement n'est pas issu du peuple et que l'invocation du peuple et de sa partie la plus importante – la paysannerie -, pour sincère qu'elle ait pu être chez Atatürk, n'en laisse pas moins un sentiment curieux et un goût d'inachevé ?

L'étatisme, enfin, suscite également des sentiments ambigus. L'étatisme exprime-t-il la primauté donnée à l'Etat par rapport à ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui la périphérie ou la société civile ? C'est le sentiment, par exemple, de Nur Vergin⁵ et cela lui fait dire que l'étatisme est l'élément le plus important du kémalisme. Tout le monde connaît l'importance des hommes de l'Etat dans l'œuvre kémaliste et leur volonté délibérée de renforcer l'institution étatique dans la Turquie républicaine. Au risque de paraître iconoclaste, je crois erronée l'opinion de N. Vergin car, d'une part, une partie non négligeable des responsables kémalistes ne raisonnaient pas uniquement en termes d'Etat - je pense notamment au groupe dit de la Banque d'Affaires - et, d'autre part, le kémalisme s'est sincèrement attaché à rapprocher l'Etat et la société civile. L'étatisme, alors, fait-il référence au rôle économique que s'attribue l'Etat ? Là également, quelques commentaires s'imposent ; on sait, en effet, qu'Atatürk n'a privilégié l'interventionnisme économique de l'Etat qu'après l'échec de la solution libérale retenue par le Congrès d'Izmir. En définitive, le kémalisme et l'étatisme entretiennent des relations complexes et variables.

⁴ Afet Inan, "Atatürk ve Demokrasi", *Bellekten*, janv. 1959, pp. 1-8.

⁵ Intervention au Colloque international du centenaire : "Atatürk, fondateur d'un Etat moderne" (UNESCO) - Paris 16-18 déc. 1981.

Le kémalisme cinquante ans après

Voilà une rapide présentation du kémalisme il y a cinquante ans. Personnelle et forcément incomplète, elle serait foncièrement contestable si elle ignorait deux derniers éléments :

- le kémalisme il y a cinquante ans, c'est d'abord Atatürk, c'est-à-dire, sans ignorer le rôle d'Inönü ou d'autres collaborateurs d'Atatürk, un homme exceptionnel, un avaleur de siècles, celui qui a réussi à redonner à son peuple une confiance et une dignité perdues depuis longtemps.

- du vivant d'Atatürk, le kémalisme bénéficie d'un impact formidable en dehors de la Turquie. Le traité de Sèvres est le seul traité qu'un pays vaincu pendant la guerre mondiale, semi-colonisé qui plus est, impose aux pays vainqueurs. Un sondage réalisé en Egypte à la fin des années vingt place Kemal pacha au premier rang des personnalités les plus populaires⁶. Et nombreux sont les combattants nationalistes de ce que l'on n'appelait pas encore le Tiers-Monde qui auraient pu déclarer, comme le fera Habib Bourguiba, que la révolution kémaliste fut leur "levain" et que la création d'un Etat turc laïc "fut une nouveauté troublante"⁷.

Et pour clore cette partie historique, une citation s'impose. Elle est extraite du dernier message adressé par Atatürk à l'armée turque le 29 octobre 1938, à l'occasion du XVème anniversaire de la République . "Notre grande nation et moi-même faisons complètement confiance à votre volonté et votre empressement à faire votre devoir, à tout moment, pour protéger la gloire et l'honneur de la patrie turque et le peuple turc contre tout danger interne ou externe"⁸.

L'HYPOCRISIE

Aussi paradoxal que cela paraisse, les difficultés du kémalisme version Atatürk ont commencé lorsque son successeur à la présidence de la République, Ismet Inönü décida le 19 mai 1945 d'autoriser le multi-partisme. Sans s'attacher ici sur les conditions dans lesquelles Inönü a pris sa décision, il est évident qu'il s'agissait d'un choix particulièrement audacieux, dramatique même si l'on fait sienne l'analyse de V.N. Tör⁹.

⁶ François Georgeon, "Kémalisme et monde musulman (1919-1938) : quelques points de repère". Numéro spécial des *Cahiers du GETC*_(Kémalisme et monde musulman), n° 3, automne 1987.

⁷ Déclaration du président Bourguiba devant le Parlement turc, *Le Monde*, 27 mars 1965.

⁸ Dr Utkan Kocatürk, *Atatürk ve Türkiye Cumhuriyeti Tarihi_Kronolojisi 1918-1938*, Ankara, 1983.

⁹ Vedat Nedim Tör, *Kemalizmin dramı*, Ankara, 1979.

Car la République laïque et la Nation turque n'avaient que vingt quatre ans ; le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire n'atteignait que 52 % et celui du premier degré de l'enseignement secondaire, 7 % (4 % pour les filles) près de 71 % de la population étaient alors analphabètes¹⁰ et les Instituts paysans venaient de perdre leur fonction spécifique après cinq ans seulement d'existence. Bref, les valeurs kémalistes les plus audacieuses n'avaient eu ni le temps, ni les opportunités pour pénétrer la Turquie profonde. Faut-il s'étonner que les partis politiques aient cherché à séduire l'électorat en lui proposant ce que le régime du parti unique, c'est-à-dire le régime d'Atatürk, ne lui avait pas apporté ou lui avait enlevé ?

Très naturellement, le D.P. (Parti démocrate), créé par l'ancienne aile libérale du C.H.P., revendiquait en juin 1949 les libertés religieuses et syndicales refusées sous Atatürk¹¹. Le parti de Celal Bayar pouvait d'autant plus facilement formuler ces revendications, tout en affirmant - du bout des lèvres, il est vrai - son adhésion aux principes kémalistes que le C.H.P. lui avait montré le chemin. N'est-ce pas le parti génétiquement kémaliste qui, dès le printemps 1947, affirmait la compatibilité de l'enseignement de la religion islamique avec la révolution kémaliste ? N'est-ce pas le gouvernement d'Inönü qui autorisait alors les écoles religieuses et qui rouvrait la Faculté théologique à l'Université d'Ankara? N'est-ce pas, enfin, le programme électoral adopté par le CHP pour les législatives de 1950 qui demandait la "déconstitutionnalisation" des six flèches kémalistes ?¹²

Le programme électoral retenu par le DP pour les législatives de 1950 peut ainsi ignorer presque complètement le kémalisme, sinon pour critiquer l'étatisme¹³. En vérité, ce qui se passe entre 1947 et 1950 rappelle beaucoup ce qui était arrivé en 1930, à la suite de la création du Parti républicain libéral de Fethi Okyar ; deux différences notables permettent cependant de distinguer l'épisode du Parti républicain libéral et les événements des années 1947-1950 : quand Atatürk avait admis que le Parti républicain libéral révélait un mécontentement encore plus important qu'il ne pouvait le soupçonner et que le régime républicain allait être confronté à une véritable guerre fratricide, il décida la fermeture du Parti républicain libéral ; au lendemain de la deuxième guerre mondiale, un tel retour en arrière est devenu impossible. Dorénavant, malgré ses hoquets, ses malaises et ses

¹⁰ Yahya Akyüz, *Le parti politique unique de la Turquie (1923-1946) et l'éducation politique du peuple*, Université de Nancy - Publications du Centre européen universitaire - Collection des mémoires, n° 17, 1966.

¹¹ Suna Kili, *Kemalism*, Istanbul, 1969.

¹² *Ibid.*

¹³ *Ibid.*

Le kémalisme cinquante ans après

maladies, la démocratie politique en Turquie était condamnée à vivre. La deuxième différence concerne le laïcisme : Atatürk disparu et le multipartisme adopté, les deux branches de la famille kémaliste ont décidé ou accepté d'abandonner le laïcisme pur et dur d'Atatürk. Entre son respect et le réalisme qu'impose la démocratie, les hommes politiques turcs ont d'autant moins hésité que nombre d'entre eux ne partageaient pas les positions extrêmes d'Atatürk.

La décennie qui suivra la victoire législative des Démocrates en 1950, celle du pouvoir de Menderes-Bayar, confirmera ce qui est une évidence : dans un monde dominé par la guerre froide, dans une Turquie en voie de démocratisation, le kémalisme ne peut être identique à celui des années vingt et trente. Mettant cette évidence en application, les députés turcs voteront à l'unanimité l'adhésion de la Turquie à l'OTAN alors qu'Ankara renonçait alors à l'équidistance, chère à la diplomatie ataturkiste. Dans ce contexte, l'hypocrisie domine les relations entre le kémalisme et le système politique. Un mot sur cette hypocrisie : Atatürk, lui-même, a eu recours à l'hypocrisie lorsque par exemple, pendant la Guerre d'Indépendance, il affirmait sa fidélité au sultan-khalife alors qu'il préparait la République. D'une certaine manière, les responsables politiques des années quarante et cinquante étaient condamnés à l'hypocrisie. Considérant qu'ils ne pouvaient toucher au symbole de l'unité et du renouveau national que représentait Atatürk, dépourvus de son aura et de sa légitimité historique, plongés dans un monde différent, confrontés aux contradictions kémalistes entre l'autorité et la liberté, ces hommes pouvaient-ils agir différemment ?

A ce jeu, les Démocrates se montrent les plus forts. Ils embaument et mythifient Atatürk par la loi de mai 1951 qui punit de un à trois ans de prison quiconque attaquera ou insultera sa mémoire, puis en transférant son corps, le 10 novembre 1953, dans un Mausolée qui, comme l'a remarqué Benoist-Mechin, est aussi serein et statique qu'Atatürk se voulait fougueux et passionné¹⁴. Voilà les Démocrates gardiens du temple kémaliste, ce qui n'empêche pas Menderes de rendre l'éducation religieuse obligatoire dans certaines classes du primaire, sauf avis contraire des parents. Quant au CHP, si, en 1953, il élimine de son programme le "kémalisme" - au profit de "la voie d'Atatürk" - il peut se targuer de rester fidèle à l'*inkilapçılık* en défendant la justice sociale et les droits des ouvriers.

¹⁴ Jacques Benoist-Mechin, *Le loup et le léopard - Mustapha Kemal ou la mort d'un empire* - Paris, 1954.

Le kémalisme aurait pu alors connaître le sort du gaullisme : une poignée d'adversaires irréductibles, comme les théocrates du *Milli Parti* (Parti national), dissout en 1954 ; quelques vieux "grognards" comme Yunnus Nadi et Kiliç Ali qui, dans les années cinquante, ne cessent d'écrire leurs souvenirs ; une acceptation incantatoire ; la tentation de chercher ailleurs la réponse aux problèmes nouveaux et, à l'étranger une réputation presque intacte. En un mot, le dépérissement d'une épopée. Les excès de Menderès en décideront autrement ; se croyant immortel pour avoir survécu à un accident d'avion, liberticide, incapable de reconnaître ses erreurs et surtout confondant l'armée turque avec celle du Mexique, le Premier ministre démocrate succombera en mai 1960 à l'intervention des Forces armées turques.

LA TEMPÊTE

Pour beaucoup d'observateurs, le coup du 27 mai 1960 et les événements qui l'ont suivi annonçaient une véritable résurrection du kémalisme. Les généraux putschistes se plaçaient délibérément sous la bénédiction d'Atatürk - "Noble père, si vous nous approuvez et si vous estimez que nous marchons sur vos traces, ce sera notre grande fierté", écrit Gürsel sur le livre d'or du Mausolée¹⁵ - et radiodiffusaient intégralement le *Nutuk*. La Constitution de 1961, par son ampleur, son audace et sa modernité méritait, elle aussi, le qualificatif de kémaliste. Les milieux religieux réapprenaient la signification du mot "laïcisme", l'extrême-gauche - le T.I.P. (Parti ouvrier turc) affirmait que les réformes d'Atatürk constituaient "les bases de la direction du parti"¹⁶ -, la diplomatie turque retrouvait des accents dignes d'Atatürk et de Rüştü Aras et même Maurice Duverger s'autorisait à écrire que "pour les peuples semi-développés (le kémalisme) est la véritable alternative au marxisme"¹⁷.

Pourtant moins de vingt ans après, le 12 septembre 1980, les militaires turcs devaient intervenir une nouvelle fois pour éviter à la Turquie de sombrer dans une catastrophe presque équivalente à celle qui attendait le pays en 1918-1919. Le kémalisme ressuscité était mort.

Les difficultés des années soixante et soixante-dix en Turquie sont connues : l'incapacité du système politique à assumer ses responsabilités ; les jeux dangereux des responsables politiques, qu'il s'appelle Demirel s'alliant à

¹⁵ *Le Monde*, 5-6 juin 1960.

¹⁶ Artun Unsal, *Le Parti Ouvrier Turc* (thèse de doctorat non publiée), Paris, 1969.

¹⁷ "Le pays d'Atatürk", Supplément au journal *Le Monde*, 27 mai 1961.

Le kémalisme cinquante ans après

des partis extrémistes prêts à détruire l'Etat, ou Ecevit, confondant un programme politique avec une oeuvre poétique et n'hésitant pas à s'allier avec des intégristes ; les blocages d'une société , à la fois trop libre et trop rigide pour faire coexister les partisans de la troisième révolution industrielle avec ceux qui n'ont pas encore connu la première ; le choc pétrolier qui conduit le pays au dépôt de bilan ; le syndrome iranien et, plus généralement, un environnement géo-stratégique retrouvant avec délice les maladies turques ; un système militaire qui, pour s'être "oyakisé" et empêtré dans le sombre épisode des années 71-73, n'est plus le même; le terrorisme, enfin, terrorisant véritablement l'Etat et la nation turc.

Quid du kémalisme alors ? Interrogés par l'auteur en 1979-1980, une douzaine d'intellectuels, de journalistes et d'hommes politiques, représentatifs des principaux courants de pensée turcs (à l'exception du courant intégriste)¹⁸ apportaient trois réponses principales :

- d'une part, le kémalisme stricto sensu, c'est-à-dire celui d'Atatürk, ne peut constituer une solution à tous les problèmes de la Turquie contemporaine ; le professeur Soysal rappelait ainsi qu'en préparant la Constitution de 1961, "il avait fallu interpréter les valeurs du kémalisme pour permettre l'expression des nouvelles forces sociales"? Plus crûment encore, Ecevit n'hésitait pas à annoncer dès 1970 que "le vrai combat kémaliste n'est pas, dans le contexte actuel, celui de la laïcité contre la mosquée, mais celui du niveau de vie"¹⁹.

- d'autre part, ces personnes accordaient un même brevet de kémalisme à Menderes, à Bayar, à Demirel, à Ecevit et bien sûr à l'armée turque, placée presque hors concours. Le seul à ne pas bénéficier du label était Erbakan dont les prises de position théocratiques sont, il est vrai, difficilement conciliables avec celles d'Atatürk.

- enfin, à l'exception de tel ("je n'ai jamais compris ce qu'était le kémalisme") ou tel, les avis convergeaient pour reconnaître qu'en cette fin d'année soixante-dix, le kémalisme pouvait être défini comme la mise en oeuvre de la raison et du pragmatisme au service d'un grand dessein : la transformation de la Turquie en une nation moderne et laïque.

¹⁸ Cünet Arcayurek, Nadir Nadi Balioğlu, Feridun Ergin, Nejat Eczaçibasi, Turhan Feyzioğlu, Yaşar Kemal Gökçeli, Turan Güneş, Hasan Esat Işık, Altemur Kiliç, Mümtaz Soysal, Nilufer Yalçın.

¹⁹ "Atatürk contre le Prophète" ; *L'Express*, 11-17 mai 1970.

Ces réponses, à l'évidence, laissent un goût de cendre. Comment, en effet, conjuguer ces brevets de kémalisme accordés à la quasi-unanimité des responsables turcs avec l'immense gâchis que représentait la Turquie à la veille du 12 septembre 1980 ? Était-ce reconnaître, implicitement, que le kémalisme était devenu une simple formule rituelle ? Était-ce avouer qu'à l'inverse de Monsieur Jourdain qui faisait de la prose sans le savoir, les responsables turcs prétendaient au kémalisme en sachant qu'ils agissaient contre son esprit et sa lettre ?

LA DÉCHIRURE

À l'intervention militaire du 12 septembre 1980 et aux événements qui en ont été la conséquence, notamment la Constitution adoptée par référendum en novembre 1982, il est séduisant, presque naturel, de donner l'appellation kémaliste.

Tout laisse penser que les militaires, prêts depuis un an, ont décidé la mise en oeuvre du coup d'Etat au lendemain d'une réunion politique tenue à Konya où, en présence de Necmettin Erbakan, les participants avaient réclamé le retour de la Chariat et refusé de chanter l'hymne national turc. Pendant deux ans, de sa première intervention le 12 septembre 1980 ("l'armée turque se fonde uniquement sur les idées kémalistes")²⁰ à sa dernière prise de parole, à la veille du référendum ("aucune idée ou considération ne pourront plus exiger d'être favorisées si elles sont contre les valeurs morales et historiques des Turcs, le nationalisme d'Atatürk, les principes, les réformes et la conception de civilisation d'Atatürk")²¹, le général Evren n'a cessé de répéter "Atatürk" et de décliner sur tous les tons la cohorte de mots formés à partir de son nom. Quant à la Constitution elle-même, elle est indubitablement kémaliste, de ce kémalisme cher à İsmet İnönü, Recep Peker et Sükrü Kaya Muftizade. Un kémalisme dans lequel on s'intéresse d'abord à la défense de l'unité nationale et de la République ; un kémalisme dans lequel l'affirmation des libertés est immédiatement suivie des modalités permettant leurs restrictions ou, comme l'énonce l'article 14, prévoyant l'interdiction d'abuser des droits fondamentaux. Omniprésent dans le préambule, beaucoup plus fréquemment cité que dans la Constitution de 1961 (articles 2, 42, 58, 81, 134), Atatürk apparaît comme une véritable statue du Commandeur.

²⁰ *Le Monde*, 14-15 sept. 1980.

²¹ *Newsport* (édition française), 12 nov. 1982.

Le kémalisme cinquante ans après

Tout serait pour le mieux dans le meilleur des mondes kémalistes s'il n'y avait l'article 24 et plus précisément son quatrième alinéa ainsi rédigé : "L'Etat supervise et contrôle l'enseignement de la religion et de l'éthique. *La culture religieuse et l'éducation morale sont obligatoires dans les écoles primaires et secondaires* (souligné par nous). Certes, le texte évoque la culture religieuse et non l'enseignement religieux certes, l'alinéa suivant rappelle l'interdiction traditionnelle "d'exploiter la religion ou les sentiments religieux de quelque manière que ce soit, dans un but d'influence personnelle ou politique". Mais que devient le sacro-saint principe de la laïcité d'Atatürk dans laquelle la religion est affaire privée ?

Certains rappelleront qu'au début des années cinquante, le gouvernement Menderès avait déjà rendu obligatoire l'enseignement religieux à l'école primaire. C'est oublier que la mesure ne concernait que deux classes et que les parents pouvaient s'y opposer. Le plus surprenant bien sûr est que la Constitution de 1982 a été scrupuleusement examinée par le Conseil de Sécurité Nationale. Dès lors, une conclusion s'impose : conscients de la dynamique religieuse dans leur pays, les généraux kémalistes ont préféré admettre cette réalité et contrôler le mouvement.

Ont-ils également été sensibles aux idées du Foyer des intellectuels, à ce qu'il est convenu d'appeler la synthèse turco-islamique ? Certains le pensent, en arguant de la grande séduction que ne peut manquer d'exercer sur des généraux toujours préoccupés par les questions d'unité nationale et d'anarchie, une théorie qui défend l'idée selon laquelle, victime d'un bombardement culturel venu de l'Occident, la Turquie retrouvera la stabilité dans la religion islamique et la "culture de la steppe", grâce à une politique culturelle dispensée par l'Etat. On ne peut exclure que certains milieux militaires aient repris à leur compte les valeurs et les objectifs de la synthèse turco-islamique par tropisme autoritaire, par goût du conservatisme ou même par un attachement profond à la religion : il est évident, par exemple, que la disparition de la Société linguistique turque et de la Société historique turque, leur transformation prévue par l'article 134 de la Constitution en une Haute Institution Atatürk de culture, de langue et d'histoire et la production de ladite Haute Institution vont dans le sens du rapprochement entre certains militaires et les milieux de la synthèse.

Je reste néanmoins convaincu que, pour sa part, le président Evren est un adversaire déterminé de toute politisation ou même de toute mise en valeur culturelle de la religion. A cet égard, on se souviendra de ses déclarations de janvier 1987 lorsqu'il affirmait que "la réaction religieuse

existe en Turquie, elle est aussi dangereuse que le communisme". Et celui qui se déclarait prêt "à aller en enfer avec les ataturkistes" poursuivait par une menace précise : "La Nation écrasera la tête de ceux qui veulent instaurer un Etat communiste ou basé sur la loi religieuse"²².

Une question doit cependant être posée : en reconnaissant l'existence d'une demande religieuse et en admettant que les réponses données jusqu'alors n'étaient pas pleinement satisfaisantes, le pouvoir militaire, ontologiquement kémaliste, n'avait-il pas engagé, consciemment ou inconsciemment, une déchirante révision du kémalisme ? Tout en rejetant sans ambigüité toute solution religieuse, les auteurs de la Constitution de 1982 ne reconnaissent-ils pas, pour la première fois officiellement, que le discours kémaliste ne répond plus à certaines demandes fortes de la société turque ?

Chez Turgut Özal, la volonté de privilégier la réalité au détriment du discours kémaliste traditionnel est encore plus claire. Certaines déclarations, plus particulièrement destinées à l'opinion publique étrangère, constituent même de sévères coups donnés au kémalisme et à son père.

Sur la religion et la laïcité par exemple. Interrogé par une journaliste française en 1985²³, le Premier ministre turc défendait la laïcité : (...) "Je crois que la laïcité reste essentielle aujourd'hui", avant d'ajouter : "Je ne sais pas ce qu'il en sera dans le futur, mais la laïcité accélère la modernisation du pays (...). L'Islam, quand il reste modéré, ne va pas à l'encontre du progrès". Et dans son livre "la Turquie en Europe"²⁴ publié à Paris, Turgut Özal justifiait "le retour des individus à la loi" : "le radicalisme et l'urgence des réformes ont pris parfois un caractère destructeur à l'égard du contenu de la religion, ou bien ont été interprétés dans ce sens, surtout au début. Ce fait a augmenté la résistance aux réformes. Ce qui n'était pas prévu, c'est que le fait de limiter les pouvoirs de l'institution religieuse dans les domaines du droit et de la justice aboutirait au renforcement de la foi (...). Les Turcs sont devenus aussi croyants et pratiquants dans leur vie personnelle qu'ils étaient laïques dans leur vie sociale. C'est un phénomène (...) qui n'a rien à voir ni avec le fanatisme, ni avec le fondamentalisme. On pourrait plutôt le comparer à la Réforme protestante (...). Je conçois par conséquent cette évolution comme le résultat naturel et positif de la laïcisation".

²² *Le Monde*, 10 janv. 1987.

²³ Hélène Da Costa (RFI) ; interview publiée par *Libération*, 14 nov. 1985.

²⁴ Turgut Özal, *La Turquie en Europe*, Paris, Plon, 1988.

Non content de chercher ainsi à réconcilier, fort subtilement, laïcité et religion, Turgut Özal considère que le moment est venu de s'interroger sur le rôle historique du kémalisme. "Pensez-vous que (le nom d'Atatürk) suffit aujourd'hui à rassembler les Turcs ?" lui demandait Hélène Da Costa : "L'enseignement majeur d'Atatürk, répondait Turgut Özal, fut la modernisation, l'occidentalisation du pays et la laïcité. Cela a été très utile dans les cinquante dernières années. Même s'il y a eu des problèmes. L'application de ces principes d'Atatürk a été une réussite. Mais je crois que nous devons aussi regarder notre passé (ottoman), en retenir le plus important, étudier ses moments forts comme ses moments faibles". Et Özal ajoutait : "Non, le moment n'est pas venu de réconcilier la République moderne et l'Empire Ottoman. La République est quelque chose de neuf. Mais nous devons étudier nos archives car l'histoire peut nous aider à mieux appréhender les problèmes de la Turquie, également à établir de bonnes relations avec nos voisins qui faisaient partie, eux aussi, de l'Empire ottoman"²⁵.

Trois ans plus tard, Özal confirmait son analyse, en écrivant dans son livre "la Turquie en Europe" "(Atatürk) se voyait volontiers en réformiste pro-occidental. En fait, il fit réaliser des réformes commencées sous le règne de Selim III, mais son rôle demeure incontestable dans cette réalisation. Encore faut-il admettre que la conjoncture l'aida puissamment à y parvenir"²⁶.

Des généraux kémalistes confiant à l'Etat l'enseignement obligatoire de la culture religieuse ; un Premier ministre prétendant concilier la laïcité sociale et la religiosité individuelle et prêt à ranger Atatürk dans les musées : chacun à leur manière, les responsables politiques qui ont conduit la Turquie depuis septembre 1980 semblent bien avoir décidé de réconcilier le discours kémaliste avec la réalité de la Turquie contemporaine. Ce ne serait pas le moindre des paradoxes : c'est en retrouvant une certaine forme de raison et de courage politique, deux caractéristiques très kémalienne, que la Turquie renoncerait au discours kémaliste le plus classique.

Le kémalisme d'Atatürk est mort, en 1938, lorsque, pour reprendre sa propre formule, son corps modeste est devenu poussière. L'adoption du

²⁵ Hélène Da Costa, cf note 20.

²⁶ T. Özal, *op. cit.*

multipartisme, une décision éminemment kémaliste dans son principe, a ouvert une véritable boîte de Pandore.

Quarante ans après, la République et la Nation turques sont vivantes, mais avancent-elles, comme le voulait Atatürk, "sur le chemin de la civilisation selon les principes qui lui garantissent bonheur et sécurité"²⁷. La réponse peut difficilement être un oui franc et massif, mais il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain. Personne ne conteste aujourd'hui le régime républicain ; l'unité nationale est assurée dans les mêmes conditions qu'elle l'était du vivant d'Atatürk. Malgré ses zones d'ombres et ses périodes noires, la démocratie existe et son état supporte la comparaison avec, par exemple, la démocratie française soixante ans après la Révolution. Restent bien entendu le développement économique et la laïcité. Le développement économique et, plus encore, l'indépendance économique ont connu et connaissent encore beaucoup de déconvenues. Quant à la laïcité, le maillon le plus faible à l'origine, elle représente assurément l'aspect du kémalisme d'Atatürk qui a le plus souffert au cours du demi-siècle écoulé.

Dans cette présentation manque, peut-être, le plus important : le grand dessein qu'Atatürk avait su donner à son peuple. Ses successeurs ont pensé le sauvegarder en embaumant Atatürk dans un fétichisme et une idolâtrie dont l'exagération est difficilement compatible avec la sincérité. L'absence de grand dessein a donné sa revanche aux démagogues, aux ambiguïtés et aux peurs.

L'adhésion à la CEE peut-elle être ce grand dessein dont la Turquie, comme tous les pays aux racines profondes, ne peut se passer? Assurément, oui. Encore faudrait-il que la Turquie retrouve, ou plutôt trouve, une classe politique capable de conduire ce grand dessein.

²⁷ 16 juin 1926 à Izmir.